

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

H.B. FULLER ADHESIVES FRANCE SAS

56 ROUTE DU GENERAL DE GAULLE CS10008
67250 Surbourg

Références : 0006700683/MM
Code AIOT : 0006700683

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement H.B. FULLER ADHESIVES FRANCE SAS implanté 56 RUE DU GAL DE GAULLE 67250 Surbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- H.B. FULLER ADHESIVES FRANCE SAS
- 56 RUE DU GENERAL DE GAULLE 67250 Surbourg
- Code AIOT : 0006700683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société est une usine de fabrication de colles.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
3	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 71.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 4.3.12	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 7.5.3	Sans objet
2	Produits incompatibles	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 7.5.5	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats font état de plusieurs non-conformités qui conduisent l'Inspection à proposer : une mise en demeure pour des manquements concernant l'état des stocks et la gestion des eaux de pluie ; ainsi qu'une autre mise en demeure pour un manquement de transmission de résultats d'analyses des PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 7.5.3
Thèmes : Actions nationales 2024, Rétentions
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]
Constats : L'ensemble des stockages de liquides rencontrés, et susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, étaient associés à une capacité de rétention. Ce constat ne fait pas état de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 7.5.5
Thèmes : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention [...]
Constats : Un contrôle par échantillonnage réalisé sur 4 produits n'a pas mis en évidence d'incompatibilité. Ce constat ne fait pas état de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 7.1.1
Thèmes : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT L'inventaire de l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : Le jour de l'Inspection, l'exploitant a fourni un état des stocks présenté par noms commerciaux des produits. Cela est inexploitable en cas d'incendie, car il ne permet pas d'identifier rapidement le type de produits présents (ex : H225 - Liquide et vapeurs très inflammables), et ce sans avoir recours à une recherche chronophage dans les fiches de données de sécurité des produits. Par mail du 28/06/2024, l'exploitant a transmis un état des stocks modifié, avec l'ajout des numéros de rubriques ICPE visées par les produits stockés. Si cette nouvelle version donne davantage d'informations sur les produits stockés, elle ne permet toujours pas de répondre à la prescription qui veut que l'état des stocks comprenne : la nature, l'état physique, la quantité, l'emplacement et les phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur. Il est également rappelé que cet inventaire doit être CONSTAMMENT tenu à jour et que la mise à disposition de ce dernier doit se faire dans un délai très court, de manière à être tenu à la disposition PERMANENTE des services de secours en cas d'incendie. Ce point est non conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thèmes : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation, ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...]
Constats : La présence de ces consignes a été constatée sur site.

Ce constat ne fait pas état de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 4.3.12
Thèmes : Actions nationales 2024, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES [...] Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie, permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et une teneur en matières en suspension inférieure ou égale à 30 mg/l. [...] Le réseau d'eaux pluviales est équipé, à l'amont, du raccordement au milieu naturel de vannes de coupure pouvant être actionnées en toutes circonstances. Leur installation et leur fonctionnement sont conformes aux dispositions des articles 7.3.1. et 7.6.7.1. du présent arrêté. Ces équipements sont soumis aux dispositions de l'article 7.4.1 du présent arrêté.
Constats : Les vannes prescrites sont présentes et ont été testées par un employé du site, à la demande de l'Inspection. Celles-ci sont bien fonctionnelles. Un décanteur est présent sur site mais il ne prend pas en charge la totalité du réseau de collecte des eaux pluviales. En effet, certaines parties de ce réseau ne passent pas par le décanteur, et une partie des eaux pluviales est donc rejetée directement au milieu naturel. Le réseau de collecte des eaux pluviales n'est pas complètement équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs. Ce point est non conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 6 mois

N° 6 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III
Thèmes : Autre, PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ses campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : N'ayant pas réceptionné les résultats d'analyse prescrits, l'Inspection a transmis à l'exploitant un projet de mise en demeure, accompagné d'un rapport d'Inspection du 07/04/2024.

Par courrier du 16/04/2024, l'exploitant a indiqué, à l'Inspection, qu'il ne s'estimait pas concerné par cette prescription, en justifiant en ces termes : « Le site HB Fuller de Surbourg n'utilise pas, ne produit pas, ne traite pas, ne rejette pas et ne dégrade aucune des substances listées à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 et ne peut donc être à l'origine de rejet de PFAS. ».

Cependant, lors de la visite d'Inspection, objet du présent rapport, l'Inspection a constaté la présence de 2 réservoirs de type IBC de 1 000 litres chacun, contenant de l'émulseur (mousse d'extinction d'incendie), composé de PFAS sous la référence "UNISERIAL A106-A4P". De plus, il a également été constaté la présence d'une citerne de 5 000 litres d'émulseur, composé de PFAS sous la référence "FOMTEC ARC 3x3".

Les installations entrent bien dans le champ d'application de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ; or, les résultats d'analyse prescrits n'ont toujours pas été transmis à l'Inspection.

Ce point est non conforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois